

## FEDERATION CGT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

## Communiqué de Presse

## Madame Bachelot, ça suffit!

Depuis, plusieurs mois déjà, la Fédération CGT de la santé et de l'action sociale, aux côtés des personnels, dénonce la situation des hôpitaux qui ne cesse de se dégrader.

Pourtant, le gouvernement persévère dans sa volonté de poursuivre les réformes qui représentent les causes de la détérioration de nos hôpitaux. En effet, il faut savoir que le ministère de la santé est aujourd'hui à l'origine du plus grand plan de réduction d'emploi en France : les hôpitaux publics étranglés financièrement vont supprimer près de 20 000 emplois !

Cette situation ne peut plus durer, tant pour les patients que pour les personnels, toutes catégories professionnelles confondues. Pour répondre aux besoins d'évolution de notre système de santé et de son épine dorsale que constitue l'hospitalisation publique, il ne suffit pas de proposer une réforme, depuis 20 ans, tous les deux ans et d'annoncer à chaque fois que le nouveau projet va résoudre tous les problèmes. L'hôpital a besoin de moyens humains et financiers afin d'assurer ses missions de service public. Il y a des bonnes et des mauvaises réformes. En l'occurrence, la loi « Bachelot » est une mauvaise réforme.

Réunir un front de protestation aussi large que celui qui existe aujourd'hui est exceptionnel. Dans un certain nombre d'établissements, notamment à l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris, des intersyndicales sont organisées, des actions unitaires se déroulent afin de faire reculer le gouvernement sur ce projet de loi. Même si les motivations des uns et des autres sont variées, le rejet est unanime. Par ailleurs, ceux-là même qui devront appliquer les nouvelles mesures si la réforme était adoptée les refusent ! Comment fonctionneront les hôpitaux ? Avec les citoyens, doit s'engager un véritable débat démocratique pour discuter sur le devenir du système de santé et de l'hôpital public.

La colère monte chez les personnels hospitaliers. Le gouvernement ne peut rester ainsi droit dans ses bottes et balayer d'un revers de main cette opposition.

La raison doit l'emporter et une seule solution est possible : l'arrêt de la discussion de ce projet au Parlement et son retrait.

La Fédération CGT de la santé et de l'action sociale appelle les salariés, les usagers à participer à toutes les initiatives organisées le 1<sup>er</sup> mai . Mettons tout en œuvre pour porter le rapport de forces aussi haut, aussi fort, aussi loin que possible.

Montreuil, le 17 Avril 2009

N° 2

Case 538 263, rue de Paris 93515 Montreuil

Tél: 01 48 18 20 98 01 48 18 20 70 Fax: 01 48 57 56 22

E-Mail: com@sante.cgt.fr